

Scepticisme et confusion après l'initiative britannique au Conseil de sécurité de l'ONU

LE MONDE | 29.08.2013 à 10h45 • Mis à jour le 29.08.2013 à 11h19 | Par Karim Lebour (avec Corine Lesnes)

Le projet de résolution rédigé mercredi 28 août par Londres a tout d'une ruse diplomatique pour [embarrasser](#) la [Russie](#) et la [Chine](#). Personne aux Nations unies ne pense sérieusement que cette proposition a la moindre chance d'être adoptée. *"C'est clairement un texte pour [pousser](#) la Russie à [dire](#) "non" ! observe un diplomate européen. L'objectif est de légitimer le fait qu'il faudra se [passer](#) de l'aval du Conseil de sécurité."*

Pendant plus d'une heure, l'ambassadeur britannique [Sir Mark Lyall Grant](#) a présenté devant un Conseil restreint, limité aux membres permanents (Etats-Unis, Russie, Chine, France et [Royaume-Uni](#)), un texte exprimant *"l'horreur devant l'usage d'armes chimiques par les autorités syriennes"* et autorisant *"toutes les mesures nécessaires pour protéger les civils"*, un euphémisme pour désigner l'[emploi](#) de la force inspiré de la résolution 1973 qui a autorisé les frappes aériennes de l'[OTAN](#) en [Libye](#) en mars 2011.

"BON NOMBRE DE PAYS SONT TRÈS NERVEUX"

Le représentant russe, [Alexander Pankine](#), s'est, lui, contenté de [rappeler](#) qu'aux yeux de la Russie, ni la réalité de l'attaque chimique ni la responsabilité du gouvernement syrien n'ont encore été établies. *"Discuter de toute réaction du Conseil de sécurité avant que les inspecteurs de l'ONU en [Syrie](#) aient présenté leur rapport est pour le moins inopportun"*, a jugé le premier vice-ministre russe des [affaires étrangères](#) [Vladimir Titov](#), cité par l'agence de presse Interfax.

Côté occidental, [la réunion](#) s'est achevée dans une certaine confusion. Les Etats-Unis, la France et le Royaume-Uni ont renoncé à [faire](#) une déclaration commune, aucune nouvelle discussion n'a été programmée et les diplomates s'interrogent sur l'opportunité d'[aller](#) jusqu'à [soumettre](#) cette résolution au vote. *"Bon nombre de pays sont très nerveux . Il y a des interrogations sur le contournement du droit [international](#) et des inquiétudes sur les risques d'une opération dans la région"*, analyse un diplomate.

Parmi les membres du Conseil, plusieurs pourraient [choisir](#) de s'[abstenir](#), réduisant la *"majorité morale"* que Londres cherche à réunir sur le sujet. Moscou ne serait alors plus aussi isolée. *"Provoquer un veto revient à [insulter](#) la Russie et cela ne fera qu'[approfondir](#) la crise. Les Etats-Unis ne veulent pas d'une nouvelle confrontation publique avec la Russie. Ils veulent une action militaire rapide tout en minimisant les*

dommages diplomatiques", juge [Richard Gowan](#), spécialiste en relations internationales à l'Université de [New York](#).

DIVERGENCES ENTRE LONDRES ET WASHINGTON

Car plus le temps passe, plus Washington et ses alliés sont confrontés aux questions sur la légalité d'une intervention militaire sans le consentement du Conseil. *"La loi internationale dit qu'une action militaire peut être entreprise après la décision du Conseil de sécurité"*, a souligné [Lakhdar Brahimi](#), l'émissaire de l'ONU et de la [Ligue arabe](#) pour la Syrie. *"Je sais que le président Obama et l'administration américaine sont connus pour ne pas [avoir](#) la gâchette facile, a-t-il ajouté. Je ne sais pas ce qu'ils vont décider, mais la loi internationale est très claire."*

L'initiative britannique a aussi fait apparaître des divergences entre Londres et Washington sur le rôle des inspecteurs de l'ONU en Syrie. Le Parlement britannique devait débattre, jeudi 29 août, d'une motion assurant qu'une action militaire ne sera pas décidée avant que les résultats de l'[enquête](#) des experts onusiens soient connus. *"Le Conseil de sécurité doit [avoir](#) l'opportunité d'[avoir](#) ce compte rendu et tous les efforts doivent être faits pour [obtenir](#) une résolution du Conseil de sécurité soutenant une action militaire avant qu'une telle action ne soit engagée"*, indique la motion.

Les inspecteurs ont recueilli mercredi de nouveaux échantillons de sang, d'urine et de cheveux sur les victimes de l'attaque du quartier de la Ghouta orientale, près de Damas. Le secrétaire général de l'ONU, [Ban Ki-moon](#), a estimé qu'ils ont besoin de quatre jours supplémentaires pour [finir](#) leur enquête et demandé que leur soit *"donné le temps de [finir](#) leur travail"*. Un rapport d'analyse préliminaire ne pourra pas être présenté avant plusieurs semaines.

"NOUS PRENONS NOS PROPRES DÉCISIONS"

A Washington, l'impatience grandit. L'administration Obama a été prise à contre-pied par cet appel à la patience, elle qui répète depuis plusieurs jours que l'enquête des inspecteurs arrive trop tard. La porte-parole adjointe du département d'Etat, [Marie Harf](#), n'a pas caché que les Etats-Unis ne se sentaient pas tenus d'[attendre](#) les conclusions de l'ONU. *"Nous allons [continuer](#) les consultations avec nos partenaires dans le monde, a-t-elle expliqué. Mais nous prenons nos propres décisions en fonction de notre propre calendrier."*

Pour Washington, il est clair que des armes chimiques ont été utilisées et tout aussi clair que le régime syrien est le seul à être doté des roquettes qui ont servi à l'attaque. Il est donc inutile d'[attendre](#), les inspecteurs n'ayant pas pour mission de déterminer qui est responsable mais seulement si des armes chimiques ont été utilisées. *"Nous n'allons pas [laisser](#) le régime syrien se [cacher](#) derrière une enquête de l'ONU pour empêcher une réponse des Etats-Unis"*, a ajouté M^{me} Harf.

Côté syrien, l'ambassadeur à l'ONU [Bachar Al-Jaafari](#) demande à Ban Ki-moon d'enquêter sur trois incidents datant des 22, 24 et 25 août, dans les faubourgs de Damas, au cours desquels il affirme que des dizaines de soldats syriens ont inhalé des gaz toxiques *"proches de ce que nous appelons le sarin"*, après [avoir](#) été

attaqués par des rebelles. Après [avoir](#) retardé l'entrée des inspecteurs sur son territoire pendant plus de cinq mois, Damas leur demande maintenant de [prolonger](#) leur séjour et de [rester](#) au-delà de la fin prévue de leur mission, le 1^{er} septembre.